



## Ulcan bénéficie-t-il d'appuis en France ?

Quel est le point commun entre Pierre Haski (dirigeant de *Rue 89*), Pierre Stambul (coprésident de l'Union juive française pour la paix), Jean-Claude Lefort (ancien président de France Palestine Solidarité), Jean-Guy Greilsammer (ancien responsable de l'UJFP), Daniel Schneidermann (journaliste créateur du site *Arrêt sur images*) et Denis Sieffert (directeur de *Politis*) ? Tous ont été victimes des canulars nauséabonds de Grégory Chelli, alias Ulcan, hacker, ex militant de la Ligue de défense juive (organisation d'extrême-droite néosioniste).

Cet individu téléphone à la police en prétextant que la personne visée aurait tué sa femme afin de provoquer l'intervention de la police au domicile des victimes. Ainsi Pierre Stambul s'est retrouvé interpellé violemment en pleine nuit à son domicile par le RAID à Marseille. Il a ensuite été mis en garde à vue pendant sept heures. Dans la nuit du 17 au 18 juin, Denis Sieffert et Pierre Haski se retrouvent victimes de ce canular. Des canulars nauséabonds qui ont provoqué le décès du père d'un des journalistes harcelés de *Rue 89*, victime d'un infarctus après l'annonce anonyme au téléphone de la mort de son fils. Un rapport d'expertise médicale vient d'ailleurs de confirmer le lien entre le décès et les agissements du hacker Ulcan.

Alors que depuis le début des attaques plus de 60 plaintes ont été déposées on peut s'interroger sur le silence du gouvernement qui n'a jamais publiquement dénoncé les agissements de M. Chelli. Le ministre de l'intérieur doit recevoir nos trois confrères visés le 23 juin prochain. Mais cela ne suffit pas. Ulcan semble en effet jouir d'une impunité totale. Pourtant il est identifié, reconnu et localisé dans le sud d'Israël ! Les juges français n'ont toujours pas délivré de mandat d'arrêt international à l'encontre de M Chelli alors qu'une convention existe entre la France et Israël.

Le SNJ-CGT exige une condamnation publique du gouvernement français sur le cas d'Ulcan, qui, non content de « pourrir » le quotidien de journalistes et militants pour la paix entre Israël et la Palestine a « hacké » de multiples sites internet. Nous demandons que le ministre des affaires étrangères, en visite en Israël, fasse pression sur le gouvernement de ce pays afin qu'il soit mis fin aux agissements d'Ulcan. Le SNJ-CGT apporte enfin tout son soutien et sa solidarité à nos trois confrères victimes de ce triste individu.

Le 21/06/2015

SNJ-CGT